

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 3 octobre 1973.

p.B.15.21.Isr.(1) - SI/zmCONFIDENTIEL

C o m p t e - r e n d u

de l'entretien entre M. le Conseiller fédéral Pierre Graber et Madame Golda Meir, Premier Ministre d'Israël. L'entretien a duré de 16.35h. à 17.55h. Y assistaient, côté suisse, MM. les Ambassadeurs Hess, Keller, Gelzer et de Ziegler, ainsi que MM. Simonin et de Riedmatten.

Jérusalem, le 11 septembre 1973

Mme Meir prononce quelques paroles de bienvenue et dit le plaisir qu'elle a de recevoir M. Graber et les membres de la délégation suisse.

M. Graber remercie le Premier Ministre de lui faire l'honneur de consacrer quelques instants à la délégation suisse qu'il conduit et lui exprime sa joie de faire sa connaissance.

Il souligne d'emblée que les conversations avec M. Eban et ses collaborateurs se sont déroulées dans un climat d'ouverture et de confiance. M. Graber se dit frappé par les changements intervenus depuis 1966, date de son premier séjour en Israël. Le degré de prospérité et d'expansion de ce pays est notable et se répercute heureusement sur le plan des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Mme Meir confirme que le pays a connu un développement réel, à

- 2 -

telle enseigne qu'Israël peut sans difficulté absorber les immigrants et les intégrer à une communauté existante dont la population croît naturellement. Elle remercie la Suisse de l'intérêt qu'elle a porté au problème des Juifs d'URSS. Il est tragique de constater combien les jeunes immigrants d'URSS ont des difficultés à s'adapter aux formes de la démocratie (qu'ils s'imaginent être la liberté totale et sans frontières) : ils semblent venir d'une autre planète. Israël les reçoit avec amour. Il convient de les éduquer, de les intégrer, de les adapter et souvent de les aider à trouver une nouvelle vocation (professionnelle). Il faut également faire face aux problèmes sociaux consécutifs à l'accroissement des familles, surtout celles d'origine arabe.

Mais le grand problème permanent est celui de la paix et de la coopération avec les voisins d'Israël. Le plus grand désir d'Israël est la paix. En Europe, les pays anciennement ennemis ont réussi à vivre en paix, une paix réelle. Ici, rien de tel.

D'aucuns exigent le retour aux frontières de 1967. Pour Israël, il n'est pas question d'accaparer des territoires, mais d'asseoir la paix, de la rendre sûre. Israël existe, ses voisins n'ont pas réussi à l'anéantir (à la jeter dehors). Il faut tenir compte de cette réalité, de cette nécessité de vivre avec les Israéliens; le drame, c'est que les voisins d'Israël refusent de voir cette réalité et ne sont pas prêts à vivre en paix avec lui.

A moins que les pays arabes ne changent d'attitude et n'acceptent de vivre avec Israël tel qu'il est, Israël ne peut rien pour sortir de l'impasse. De 1967 à ce jour, Israël a accepté tous les compromis. L'une des raisons principales de l'impasse réside dans le fait que certains Etats dans le monde n'ont pas expliqué assez clairement aux pays arabes, d'une part qu'ils doivent tenir compte des "facts of life" et d'autre part, la nécessité de négocier avec Jérusalem. Il y a les résolutions des Nations-Unies;

- 3 -

actuellement, les voisins d'Israël remportent des victoires à coup de résolutions contre Israël dans les organisations internationales.

M. Graber remercie Mme Meir. D'après lui, l'aspect dramatique du conflit tient au fait que les deux parties sont convaincues que le temps travaille pour elles. Dans l'immédiat, les Arabes spéculent sur l'unité de la politique pétrolière. Les Arabes raisonnent sur un laps de temps très long; ils pensent aux 100 millions d'Arabes qui, nécessairement, imposeront leur volonté aux 3 millions d'Israéliens. Il y a aussi le problème démographique que connaît Israël : les plus intelligents des Arabes pourraient causer à Israël - à cause de l'accroissement de sa population - des problèmes redoutables, capables, à la longue, de l'affaiblir.

La situation paraît inextricable dans la mesure où chacun pense que sa situation va s'améliorer et que l'autre doit en prendre conscience.

Les Egyptiens désirent que l'on explique partout leur désir de paix. M. Graber croit qu'il existe au Caire un désir sincère et profond de paix. M. Zayyat, en particulier, est revenu sur le questionnaire Jarring, aux termes duquel - dit-il - l'Egypte a reconnu l'existence d'Israël qui n'est pas remise en cause. Si au plan intellectuel et purement logique, on note que petit à petit l'écart s'amenuise, force est de constater qu'hélas la situation demeure bloquée dans les faits à cause d'une immense méfiance réciproque. Israël a assoupli sa position (sans cependant définir ses "frontières sûres et reconnues") dans la mesure où d'une part, elle n'insiste plus sur la nécessité absolue d'une négociation directe (idée de l'intervention d'un tiers pour lancer la négociation) et d'autre part, elle admet que la sécurité ne signifie pas nécessairement souveraineté absolue sur les

- 4 -

territoires indispensables à cette sécurité. Au Caire, on répète, certes, que l'Egypte ne cèdera aucun pouce de son territoire, mais il n'est pas impensable qu'à l'avenir une solution puisse être trouvée dans ce sens.

Mme Meir remercie M. Graber de son exposé. Comme on le sait, les Arabes ont plusieurs avantages sur Israël : leur nombre, leur territoire étendu et surtout leur appartenance à une grande famille. La communauté des nations est, en effet, divisée en familles. Or, les Arabes jouissent - en particulier à l'ONU - de l'amitié de la famille musulmane et de la famille communiste. Israël n'a pas de famille naturelle, ce qui signifie qu'il doit toujours se faire accepter. Mais lorsqu'un Etat désire se faire accepter, il est souvent contraint d'abandonner une partie de son indépendance. C'est ainsi que les Egyptiens ont dû concéder aux Soviétiques certains droits sur leurs "mass media" pour obtenir de leur part un appui politique et des armes. Mme Meir ne peut concevoir que son pays accepte ce genre de concessions pour se faire adopter. C'est impossible pour Israël comme d'ailleurs pour un pays tel que la Suisse.

Il y a également la question du pétrole. Israël est une des seules régions du Moyen-Orient qui ne possède ni pétrole ni ressources naturelles. Les pays arabes essaient actuellement d'exploiter leur richesse pétrolière en plaçant les USA et l'Europe devant le dilemme suivant : ou le pétrole ou Israël.

Israël sait qu'il a de bons amis. Mais il sait également que dans le concert des nations, il ne peut en définitive compter que sur lui-même, alors que ses adversaires ont d'emblée entre 40 et 50 voix assurées en leur faveur. Les Israéliens réalisent parfaitement la gravité de leur situation. Il n'en reste pas moins qu'ils ont qu'un seul désir : celui de vivre ici en sécurité.

Depuis quarante-deux ans que Mme Meir est dans ce pays, il n'y a pas eu une année sans incidents, qu'il s'agisse de lutte ouverte,

- 5 -

d'infiltrations ennemies, d'escarmouches de fedayins, etc. Les personnes de sa génération faisaient partie d'un organisme de résistance illégal, ses enfants ont vu trois guerres et ses petits-enfants sont actuellement à l'armée. Et pourtant elle s'estime privilégiée car, contrairement à d'autres familles, elle n'a perdu personne dans ces combats. Peut-on dès lors s'étonner qu'Israël ait un "complexe de sécurité" ! Dans le courant de l'histoire, le peuple israélien a déjà été jeté deux fois hors d'ici. C'est donc sa troisième tentative de prendre pied dans ce pays. Israël a un "complexe de sécurité", comme d'ailleurs un "complexe d'Auschwitz", un "complexe de Zurich" (allusion à l'attentat contre un avion d'EL AL), "de Lod", etc. Ceux qui se donnent la peine de réfléchir aux événements qui ont jalonné l'histoire d'Israël doivent le comprendre.

Personne ne s'étonne que Sadate discute du droit à l'existence d'Israël. Supposez qu'Israël décide de soulever la question du droit à l'existence de l'Egypte. Israël serait immédiatement qualifié d'arrogant. Et pourtant, on ne se lasse pas de répéter : l'unique souci d'Israël est de trouver une formule de coexistence avec ses voisins. Mais c'est Sadate qui a décidé à plusieurs reprises de reprendre les hostilités. Il en résulte que les jeunes d'ici passent deux ou même trois de leurs plus belles années à l'armée et qu'Israël est forcé de dépenser des sommes énormes pour son armement. Ce sont pourtant ces armes - vendues par les Etats-Unis - qui font réfléchir Sadate et le retiennent de se lancer dans une nouvelle aventure militaire.

Après la guerre de 1967, Israël a proposé aux Arabes de discuter entre égaux; il ne s'agissait pas de les humilier, mais de négocier sans préconditions. Les Arabes ont refusé sous prétexte qu'Israël avait établi des colonies (settlements) dans les territoires occupés. Pourtant, à l'époque il n'en avait pas encore. La seule réponse des Arabes à cette proposition a finalement été les trois "non" de Khartoum.

- 6 -

En ce qui concerne le mémorandum Jarring, le "oui" arabe était lié à l'application de la convention de Constantinople, ce qui signifiait un retour en arrière de vingt ans. Quant à l'acceptation de l'ouverture du détroit de Tiran, elle était subordonnée aux règles du droit international public d'une manière qui lui enlevait une grande partie de sa signification. En résumé, les Arabes n'ont rien dit de valable mais ont exigé un retour aux frontières d'avant 1967.

Sadate a également proposé de rouvrir le Canal de Suez. Il s'agissait de sa part d'une déclaration destinée uniquement à renforcer son prestige. En ce qui concerne Israël, il était prêt à prendre ce risque malgré le fait qu'il aurait perdu l'avantage que représentent les fortifications qu'il a construites le long du Canal. Dans le document adressé à l'époque aux USA, Israël a spécifié qu'il ne s'agissait pas de fixer une frontière définitive (final border). La réponse de Sadate a été négative. On peut admettre qu'il ne désirait qu'une chose, le retour aux frontières d'avant 1967 qui lui permettrait d'occuper militairement ces territoires avant la conclusion d'un traité de paix. Les "hotel talks" de Sisco ont d'ailleurs également démontré que la position égyptienne consistait uniquement à exiger un retour aux frontières d'avant 1967.

Certaines personnes bien intentionnées proposent au gouvernement de Jérusalem de se retirer, en arguant qu'il pourrait toujours reconquérir les territoires abandonnés s'il le désirait. Mais ce que ces personnes ne comprennent pas, c'est que précisément Israël ne veut plus de guerre !

En ce qui concerne les garanties internationales, Israël n'y croit pas !

Il y a encore un autre point sur lequel Jérusalem est forcé d'avoir une attitude très réaliste, celui de la valeur des régimes en place dans les différents pays de la région. Suppo-

- 7 -

sons, en effet, qu'un jour le Président Sadate ou Le Roi Hussein soient disposés à signer un traité de paix. En soi, cela serait une bonne chose. Mais si, un mois plus tard, Sadate ou Hussein (le seul dirigeant arabe qui, au moins, parle de paix) étaient évincés, qui donnerait à Israël l'assurance que leurs successeurs respecteraient les accords signés !

Quand Israël parle de frontières, il ne pense pas en termes de territoires. Ce qui lui importe est que, d'une part, les frontières soient sûres et que, d'autre part, il puisse les défendre au moindre prix en vies humaines. Israël n'est nullement expansionniste; le fait qu'il ait accueilli ici beaucoup moins de Juifs qu'il aurait pu en absorber le démontre clairement.

Jérusalem est par ailleurs toujours en faveur de négociations. Mais il se heurte sans cesse aux obstacles élevés par les Egyptiens et les autres pays arabes, obstacles qui sont souvent d'ordre procédural et qui visent uniquement à bloquer la négociation.

Sadate parle non seulement d'un retour aux frontières d'avant 1967, mais également des "droits légitimes des Palestiniens". En d'autres termes, cela signifie : "They in, we out" ! Mais c'est pour offrir un "home" à tous les Juifs du monde que les Israéliens ont créé ce pays !

M. Graber remercie Mme Meir des renseignements utiles qu'elle vient de fournir. La délégation suisse quittera cependant Israël avec le sentiment qu'il existe entre les deux parties dans ce conflit dramatique un mur de méfiance plus haut et plus large que celui des lamentations. La situation semble bien inextricable; aucun progrès rapide n'est à attendre dans l'immédiat sur la voie de la paix. Pourtant, il ne s'agit pas de désespérer. Si un jour la Suisse pouvait rendre le moindre service - nécessairement modeste - elle le ferait avec joie.

- 8 -

Mme Meir se dit convaincue que la paix finira par s'instaurer. Car M. Sadate finira par se rendre compte qu'il doit sauver la vie de ses propres concitoyens. Pour nous, chaque Israélien qui tombe représente une tragédie. (Mme Meir montre à M. Graber un des six volumes contenant la biographie de chaque Israélien tombé pour sa patrie depuis 1948, avec ce commentaire : "Nous ne voulons pas ajouter d'autres volumes à cette triste collection.")

=====